BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. 10 f.
Six mois. 19
Un an. 37

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. MATHIEUX

Le Nord de la France :
Trois mois. 11 f.
Six mois. 22
Un an. 44

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
Régularité : 25 centimes.
— On traite à forfait —

Voir aux dernières nouvelles

ROUBAIX, 26 MAI 1871

Dépêches Télégraphiques

Service particulier du Journal de Roubaix.

Versailles, 24 mai, 9 h. du soir.

On se battait encore à 5 heures vers la gare du Nord, à l'Hôtel-de-Ville et autres endroits. L'explosion entendue jusqu'à Versailles provenait du palais du Luxembourg, que les insurgés ont fait partiellement sauter. Le Palais Royal brûle ; on croit qu'un tiers du Louvre sera sauvé.

Mac-Mahon transporte son état-major place Vendôme. Les troupes continuent activement les opérations. On pense que l'insurrection sera complètement domptée demain.

Il y a un incendie dans la Cité. On ignore si c'est le Palais-de-Justice qui brûle ou la caserne.

Une épaisse fumée couvre Paris. Une pluie de cendres tombe constamment.

Versailles, 25 mai.

A l'Assemblée nationale il a été donné lecture d'une dépêche du général Cisse, disant que, depuis deux heures, le fort de Montrouge et la redoute des Hauts-Bruyères sont à nous, et que les forts de Bicêtre, Ivry, vont être sommés.

« Nous sommes maîtres du Panthéon et de la Halle-aux-Vins. Il ne reste plus que la barrière d'Italie pour laquelle nous prenons les dispositions nécessaires. En attendant de resserrer le blocus, nous ne laissons passer personne. »

M. Picard dit que, d'après la dépêche, s'il y a nécessité de restreindre le laisser-passer, c'est qu'il existe encore un foyer de résistance.

« Le Mont-Vaérien signale de nouveaux incendies ; nous pensons toucher à la fin de la lutte. »

M. Picard ajoute que « l'appel fait aux départements a été entendu ; de nombreux pompiers sont arrivés. »

Relativement à la question des otages, M. Picard regrette ne pouvoir en parler et qu'il n'a rien à dire. (Sensation.)

M. Picard lit une autre dépêche ainsi conçue, qu'il reçoit en descendant de la tribune :

« Nous occupons le fort Bicêtre. »
Le ministre répète en terminant que l'insurrection paraît portée dans ses derniers retranchements.

St-Denis, 25 mai, 8 h.

La canonnade et la fusillade furieuses ont continué toute la nuit.

Les incendies sont moins forts. Des engins et des pompiers sont arrivés du pays pour secourir Paris, mais ils ne peuvent pas rompre le cercle de feu.

Deux batteries des insurgés, établies à la butte Chaumont, tirent fortement.

Strasbourg, 23 mai.

Une ordonnance de la chancellerie de l'empire, en date du 16 mai, permet à toutes les personnes, nées en Alsace ou en Lorraine, qui avaient été expulsées de ces provinces par les autorités allemandes, pendant la guerre, d'y retourner.

D'après le correspondant du Times, le Panthéon et le Val-de-Grâce doivent être à peu près détruits, ainsi que Notre-Dame et l'Hôtel-Dieu. L'incendie dévore le Palais-de-Justice, la Sainte-Chapelle et la préfecture de police. Le nouvel Opéra est entouré de flammes, et l'on croit qu'il n'échappera pas à l'incendie.

L'ambassade d'Autriche est détruite. L'hôtel était la propriété particulière de l'impératrice Eugénie.

Des canons ont été braqués sur la rue Laffitte pour démolir la barricade de Notre-Dame de Lorette.

On assure que Raoul Rigault a été fusillé.

Étude politique

LES DEUX PROGRAMMES DE 1789

SUITE. — Voir notre numéro d'hier.

IV

§ 3. ADMINISTRATION DES DÉCEMBRIS DU 4 SEPTEMBRE 1870.

Cependant, les Prussiens marchent sur Paris ; l'une de nos armées est prisonnière de guerre ; l'autre se trouve acculée près de la forteresse de Metz. Pour parer aux dangers d'une formidable in-

vasion, il faut opposer une armée nouvelle rapidement levée et organisée ; il faut rallier à notre cause les puissances neutres qui ont délaissé Napoléon III, les rattacher à nous, sinon par une profonde sympathie, du moins par leur intérêt personnel, par la préoccupation de leur sécurité dans l'avenir. Les décevirs se sont qualifiés d'abord : gouvernement de la défense nationale. Ce titre est convenable et suffisant ; il indique une administration provisoire pour une situation transitoire et un but déterminé. Mais, ce qui suffit à la France ne suffit point à ces ambitieux aristocrates ; ils ne se contentent pas d'un titre modeste. La légende impériale vient de périr ; ils ont été nourris des légendes de la Grèce et de Rome, de 1788 et de 1792 ; quatre d'entre eux ont déjà bu, en 1848, à la coupe enivrante des révolutions. L'empire a tué leur république ; l'empire est mort à son tour, disent-ils, nous rentrons dans notre pouvoir détruit par la violence. Ont-ils donc oublié, croient-ils que la France oublie qu'ils n'avaient eux-mêmes obtenu ce pouvoir qu'à l'aide du parjure, de la violence, par l'abolition des lois et d'une charte à laquelle ils avaient juré obéissance ? que l'astronome Arago avait proclamé la République, en promettant d'en demander la ratification au peuple français, et que cette promesse avait été cyniquement foulée aux pieds ? que, par tous ses votes successifs, la France avait protesté contre la République ? Et, du reste, combien les circonstances sont changées ! En 1848, la France était en paix avec l'Europe entière ; mais l'empire a brisé toutes les alliances qui fortifiaient l'ancienne monarchie, il lui a légué, au moment de son suicide, le fléau d'une guerre fatale commencée sous les plus funestes auspices. Elle doit maintenant, pour éviter des maux immenses, peut-être une ruine complète et définitive, rassurer, par une conduite prudente et modérée, l'Europe périodiquement inquiète et troublée par les fantaisies de Napoléon III. Mais les décevirs, auteurs ou imitateurs de 1848, ne veulent pas déchoir : il faut restaurer, à leur profit personnel, égoïste, la souveraineté du 24 Février, ébranlée par la nation, puis renversée par le neveu de Napoléon I^{er}. Ils proclament la République et, non contents de commettre cette faute immense, ils l'aggravent par un appel imprudent à tous les peuples de l'Europe, à la République universelle. Le second empereur menaçait les trônes de sa puissance militaire ; les vainqueurs du 4 Septembre évoquent les lugubres souvenirs de la première République ; ils adressent aux monarches de 1870 les défis jetés, en 1792, à toutes les monarchies de l'Europe. Et, bientôt après, ces hommes légers, aveuglés par leur égoïsme et leur orgueil, ont recours aux souverains de la Russie, de l'Autriche, de l'Angleterre, dont ils ont troublé la sécurité, pour solliciter leur appui ; ils envoient M. Thiers à Londres, à Vienne et à Saint-Petersbourg, et cet homme d'État n'ose pas refuser une mission dont il prévoit l'insuccès trop certain. Les décevirs affaiblissent ainsi la France en lui enlevant la sympathie des puissances neutres. Cherchent-ils, du moins, à se fortifier de la France entière dans la lutte qu'ils se sont audacieusement chargés de soutenir contre le trop puissant et trop habile envahisseur de notre territoire ? Nullement ! Au lieu de l'appeler immédiatement à nommer des représentants, ils l'ajournent aux calendes grecques par une convocation au 16 octobre, alors que les plus graves événements seront déjà nécessairement accomplis. Ainsi, effroyable exemple de l'orgueil humain poussé au dernier degré de paroxysme du délire ! dix hommes s'emparent du pouvoir souverain, en présence d'une Chambre assemblée et délibérante dont ils sont membres. Ces dix hommes, orateurs d'opposition, habitués à tout contredire, à tout s'exagérer, à tout affirmer et à tout nier systématiquement, à rechercher, par l'éclat de leur parole, par la pompe de leur discours, les applaudissements de la multitude, sont étrangers à l'étude sérieuse et approfondie de la diplomatie, de l'administration intérieure, des finances et, surtout, de la guerre. Plus audacieux et plus téméraires encore que M. E. Ollivier, ils assument comme lui, mais seuls, d'un cœur léger, le lourd fardeau du salut d'une grande nation, sans son concours libre et éclairé, sans alliance à l'extérieur. Et, ce qui est pis encore, ils insistent aux monarchies européennes, par leurs actes imprudents et leurs bravades inopportunes, une profonde répulsion.

Ils s'épanchent ensuite en plaintes amères contre leur indifférence, contre leur abandon et leur égoïsme. Accablés de sarcasmes et de railleries par les journaux étrangers et surtout par le Times, ils croient leur échapper en les renvoyant à la nation française, victime tout à la fois de ses rudes ennemis et de ses imprudents amis, pilotes aussi inexpérimentés que présomptueux, qui ont saisi violemment le gouvernail au moment même où le navire, sur le point de faire naufrage, réclame impérieusement des bras fermes et depuis longtemps exercés à la manœuvre.

Cependant M. Jules Favre se prend au sérieux, il se croit diplomate ; il va se mesurer avec M. de Bismark qui ne voit en lui que le fils de l'émeute de la rue et lui demande ironiquement quels sont ses pouvoirs pour négocier un traité. L'ambassadeur improvisé est obligé de couber la tête et de reconnaître qu'il n'en peut présenter aucun ; mais, croyant reprendre son avantage sur le trop habile diplomate de Berlin, il lui lance, comme à un juré débonnaire, ces fières paroles : « M. le comte, nous ne céderons ni un pouce de terrain ni une pierre de nos forteresses. » Et aussitôt, renchérissant encore sur cette folle bravade et la complétant, ses pères du 4 septembre, les matamores de la démagogie parisienne ; insensibles aux maux de la guerre qui ne les atteindront guère, s'écrient en chœur : « Et ni un centime de notre trésor. »

Heureux Bismark ! Il a conçu le projet d'accabler et de ruiner la France, et l'avocat diplomate, qui a pris entre ses mains la gestion des destinées d'une grande nation, déclare à la Prusse une guerre à outrance, sans trêve et sans fin. L'une des deux armées sera exterminée ; l'un des deux peuples, renversé à terre, descendra au second ou au troisième rang parmi les peuples de l'Europe. Une tentative plus ou moins sérieuse d'appel à la nation est annoncée ; mais la démagogie s'empare de Paris, sur les décevirs, sur Paris, sur la France ; elle ne veut pas abdiquer son empire.

La guerre à outrance a commencé, et, à l'exemple de la Convention, les dictateurs subordonnent l'autorité militaire à l'autorité civile ; le ministre de la guerre donne sa démission. Il est remplacé d'abord par M. Crémieux, avocat, supputaginaire, l'un des vétérans de 1848 ; bientôt après, il a pour successeur M. Gambetta. Quelle bouffonnerie ! quels immenses éclats de rire, quels sarcasmes, quelles plaisanteries auraient, dans des moments tranquilles, salué ce travestissement d'un jeune avocat, inconnu deux années auparavant, en généralissime des armées de France ! Et cette France foulée aux pieds par l'étranger, conquise par dix hommes gonflés d'orgueil, se croyant des demi-dieux dans l'Olympe rendu vide par l'athéisme contemporain, a dû subir, parmi toutes les humiliations qu'elle supportait, l'humiliation de cette terrible tragi-comédie à laquelle, malgré elle, son sort était enchaîné.

L'histoire, après avoir dépeint la présomptueuse folie de ces dictateurs, révélera l'ineptie, les négligences coupables, les fautes homicides commises sur tous les points du territoire français qui ont si déplorablement signalé la marche du ministre de la guerre.

Il a été appelé sous les drapeaux deux millions d'hommes ; il lui était facile de trouver parmi eux, par des choix faits avec soin, quatre ou cinq cent mille soldats jeunes, énergiques, disposés à verser leur sang pour la défense nationale, promptement formés et disciplinés par l'élite des anciens militaires et successivement pourvus d'armes de choix. On saura comment leur zèle non dirigé, non secondé, n'a abouti qu'à des tentatives impuissantes et stériles.

La France pouvait être sauvée par la combinaison de deux efforts héroïques : une résistance prolongée de la ville de Paris et la prompt formation à l'intérieur d'une armée qui pût porter un secours efficace à la capitale et, en prenant les ennemis entre deux feux, remporter une victoire décisive. Le concours de ces deux moyens, l'un de défense, l'autre d'attaque, était indispensable pour le salut de la patrie ; isolés l'un de l'autre, aucun ne pouvait produire le résultat désiré, l'expulsion de l'étranger.

La résistance de Paris a dépassé par sa durée (quatre mois et demi) les prévisions et les espérances qu'on avait conçues ; elle a satisfait à la mission qui lui avait été donnée. Le plan des Prussiens s'est bientôt dessiné ; ils n'ont pas voulu faire emploi de la force, craignant sans doute d'encourir la réprobation de

l'Europe par le saccage d'une cité qui s'en dit la capitale ; ils comptaient sur deux auxiliaires irrésistibles, l'émeute et la famine.

L'émeute ne tarda pas à se produire : le 31 octobre, les démagogues du 4 Septembre reparurent sur l'horizon ; ils se rendirent à l'hôtel-de-ville au nombre de trois mille et se saisirent des membres du gouvernement. Ils leur reprochèrent des hésitations et des lenteurs qui, suivant eux, compromettaient la défense nationale. « Nous vous avons nommés, disaient-ils ; nous avons le droit d'exiger votre démission. » Les fils de l'émeute ne pouvaient renier leur mère et contester ses droits à leur égard ; ils se bornèrent à repousser les accusations dirigées contre eux et à soutenir que tout changement actuel serait inopportun et fécond en dangers. Ils réclamèrent aussi l'appel au peuple entier de Paris, eux qui refusaient obstinément à la France entière sa réunion dans les comices électoraux qu'on leur demandait de toutes parts.

Cependant, les émeutiers organisaient un gouvernement provisoire à la tête duquel serait placé M. Dorian, ministre des travaux publics ; ce gouvernement ordonnerait immédiatement des élections pour la formation de la Commune de Paris. Mais déjà un temps assez long avait été consommé en pourparlers et en explications ; des gardes nationaux et des mobiles accoururent et garantirent les hommes du 4 Septembre de la déchéance qui les menaçait. Pour consolider leur pouvoir chancelant, à l'imitation de Napoléon III, ils recoururent au plébiscite qu'ils avaient si vivement flétri, alors qu'il était ordonné par l'empereur. Comme lui, ils dirent : « Choisissez entre l'ordre et l'anarchie ; » comme lui, ils obtinrent un succès inespéré. On a compté 491,000 votants ; le gouvernement a obtenu 442,000 votes ; la démagogie n'a pu en recueillir que 49,000. Il faut observer que Paris renfermait en ce moment plus de 200,000 étrangers, soldats ou mobiles, qui prirent part à l'élection.

Les habitants qui ont décrit le siège de Paris ont exalté l'héroïsme de la population assiégée. Il serait injuste de lui refuser les éloges qu'elle a certainement mérités par son courage et sa constance au milieu du danger et des privations. Mais on a trop oublié la part immense et prépondérante que prirent à cette défense les corps venus de la province ; à peine a-t-on daigné faire une légère mention de leur énergique concours. C'est sur eux, cependant, qu'a principalement porté le poids de la défense, soit pour les travaux intérieurs, soit dans les combats. Pendant qu'ils faisaient un pénible service soit aux forts, soit aux tranchées, la plupart des gardes nationaux parisiens allaient quotidiennement dépenser leurs trente sols de solde dans les cabarets et tavernes, véritables clubs, écoles de démoralisation, de déplorables doctrines, d'indiscipline et de révolte contre l'autorité. Et encore trouvaient-ils des paroles de raillerie à lancer aux signards qui accomplissaient rigoureusement les devoirs militaires dont se dispensaient si facilement ces loustics avinés. Voilà la vérité ! Ce sont les habitants de la province qui ont soutenu vaillamment le siège de Paris : les Parisiens, en général, n'y ont pris que la plus faible part.

Ceux qui ont si hautement célébré l'héroïsme des Parisiens ont, d'autre part, largement déversé le blâme et le ridicule sur le général Trochu. Il avait, aux yeux des démocrates et des partisans de l'émeute, le tort inexcusable d'être un honnête homme et un catholique sincère. « C'est un clercal, » disaient-ils d'un ton méprisant. Car aujourd'hui, quelques milliers d'incrédules, de matérialistes, de libres-penseurs s'arrogent le droit d'outrager et de proscrire la religion de la France, d'insulter ceux qui la professent. Ils réclament sans cesse les droits des majorités et sans cesse leur infime minorité, grossie par leur union et leur audace, veut opprimer la majorité religieuse et chrétienne. On a reproché au gouvernement de Paris de n'avoir pas multiplié les sorties ; mais on a eu soin de dissimuler l'effervescence et les projets hostiles de la démagogie. Cependant il est certain que les clubistes avaient arrêté de s'emparer de Paris aussitôt que l'armée aurait dépassé les limites de son enceinte, et qu'ainsi les vaillantes troupes de la défense étaient exposées à être prises entre deux feux. « Vous craignez les Prussiens, disaient les démagogues aux défenseurs de l'ordre ; nous ne les craignons pas, nous ! » Tel est le langage de ces patriotes qui prêchent si vivement la guerre

à outrance, parce qu'ils n'ont rien à perdre dans un bouleversement général et qu'ils espèrent toujours y trouver quelque profit.

Les efforts du général Trochu, contrariés à l'intérieur de la capitale par l'attitude des lors menaçante de la démagogie, étaient paralysés à l'extérieur par l'inaction, ou du moins par le défaut de concours de la province. Le généralissime Gambetta consacrait ce temps si précieux en proclamations et en pompeux discours, en marches et contre-marches des troupes, en nominations, destitutions, déplacements et remplacements de généraux, en anathèmes furibonds lancés contre ceux qui, par son imprévoyance et son incurie, mal chaussés, mal vêtus, mal armés, mal nourris, souvent même privés d'aliments, reculaient ou prenaient la fuite devant des ennemis nombreux, aguerris, pourvus d'excellentes armes et d'une puissante artillerie.

Ignorant de la géographie, il donnait aux chefs de fausses indications et imputait à leur incapacité, à leur inexpérience, voire même à la trahison, les insuccès ou les défaites qu'avaient préparés ses déplorables erreurs. Il se croyait encore dans l'âge héroïque de Trochu ; il oubliait que nous étions dans le siècle trop positif du matérialisme, de la force passant avant le droit, des Napoléon, des Souwarow, des Blücher, des Bismark, des Moltke, des mitrailleuses et des canons Krupp. Aussi partout régnait, chez la plupart des chefs, le défaut de direction et d'ensemble, chez les soldats (privés, du reste, d'équipements convenables et d'armements efficaces), la mollesse, l'ivrognerie, l'indiscipline et la révolte, et, comme conséquence inévitable, la confusion, le désordre et le désarroi dans les camps et sur les champs de bataille. Aux derniers jours, l'armée conduite par le vaillant général Bourbaki, suprême espoir de la France, privée de munitions et surtout de vivres, ne pouvant soutenir plus longtemps contre

mençée, devait, pour éviter un désastre complet, chercher un refuge sur une terre voisine et hospitalière. Voilà les résultats produits par l'immense orgueil de l'avocat Gambetta. Et cependant, on entend tous les jours des républicains, des démocrates, des démagogues exalter ce tribun devenu dictateur et le proposer à l'admiration publique. En effet, un avocat, naguère obscur, qui commande les armées de France, qui tient en ses mains les destinées d'une grande nation, qui remplit de son nom et de sa renommée l'Europe entière, quel magnifique spectacle ! Qu'elles sont admirables ces institutions qui permettent, en partant d'une position modeste, de s'élever à ce suprême degré de puissance ! Quel encouragement donné à l'intelligence, au talent, au génie ! Et chacun de rêver quelle sera un jour sa place dans cette société si facilement ouverte à l'audace des grands hommes. La France est, à la vérité, saccagée et à demi-ruinée, mais qu'importe ! La gloire de l'illustre Gambetta couvre tout et console de tout. Et c'est au dix-neuvième siècle, c'est en France que l'on peut entendre de telles apothéoses ! Mais la conscience publique, justement indignée et révoltée contre de telles aberrations, se soulève contre la superbe folie du nouvel Erostrate, qui n'a pas livré un temple seul à l'incendie, mais qui a fait promener sur la moitié du territoire français les torches enflammées, qui l'a fait couvrir de carnage, de sang et de décombres. Voilà l'idole de la démocratie ! Dans un instant de saine raison et de liberté d'esprit, Gambetta avait dit aux démagogues de Lyon : « Vous êtes le fléau de la France et la risée de l'Europe. » La postérité retournera contre lui cette sentence ; elle sera encore mieux appliquée, car elle sera infligée à une culpabilité plus grande, mille fois plus féconde en malheurs que celles qu'il condamnait lui-même si énergiquement.

(A suivre.)

On lit dans l'Etoile belge, du 26 :

La société est en poussière. Il ne reste que des souvenirs, des regrets, des utopies, des folies et des désespoirs ! C'est Royer-Collard qui se lamentait ainsi en 1815. Que dire aujourd'hui en présence de toutes ces horreurs barbares déchainées sur Paris auquel ses prétendus défenseurs font subir le traitement infligé jadis à Thèbes, la-ville aux cent portes par le cruel et sauvage Ptolémée Lahire ?

Paris livré aux flammes, voilà la signature de ce mouvement insurrectionnel de la Commune dans lequel d'aucuns feignaient encore de voir, il y a quelques jours à peine, un principe quelconque. Ah ! l'enseigne était choisie avec une habileté infernale : aux